

POLITIQUE DE LA VILLE

« Les quartiers populaires ne veulent plus être un réservoir à coupables »

Véronique Vigne-Lepage | France | Publié le 08/11/2021

Pour contrer les discours stigmatisant les quartiers populaires, le collectif associatif Pas sans nous, fondé et présidé par Mohamed Mechmache, conduit jusqu'en mars à travers l'Hexagone, une opération baptisée « Nos quartiers ont de la gueule ». A la clé, est prévu un manifeste à l'intention des candidats à l'élection présidentielle.



Un camping-car aménagé, des stands à déployer, du café et de quoi noter : c'est là toute la logistique du tour de France des quartiers populaires que le collectif associatif Pas sans nous a entamé le 29 octobre et qui doit durer jusqu'au 12 mars 2022. Objectif de cette opération baptisée « Nos quartiers ont de la gueule » : aller à la rencontre des habitants de quelque 45 villes pour, in fine, produire un manifeste portant leurs propositions. Explications avec le responsable du collectif, Mohamed Mechmache.

Votre objectif est-il de porter dans la campagne présidentielle des sujets concernant les quartiers populaires ?

Oui, mais pas seulement. Nous voulons mettre en avant plus généralement les questions qui concernent le quotidien de ces quartiers. Leurs habitants en ont marre qu'il ne soit pas dit que, malgré leurs difficultés, il se passe de belles choses sur leurs territoires : il y a des entrepreneurs, de la solidarité et de l'entraide, un tissu associatif qui a parfois remplacé les pouvoirs publics, des jeunes qui se sont mobilisés pendant le Covid... Cette jeunesse, on devrait lui dire qu'on l'aime !

Au lieu de cela, dans le discours ambiant, on ne parle que d'une minorité qui nuit en fait à la majorité, celle qui se lève chaque matin et essaie de s'en sortir. Parmi ceux qui font campagne pour la présidentielle, beaucoup n'arrêtent pas de stigmatiser cette population des quartiers. Le séparatisme, ce n'est pas nous qui le créons, mais ceux qui tiennent des discours racistes, xénophobes, misogynes, contre les quartiers populaires... Or ceux-ci et leurs habitants ne veulent qu'une chose : ne plus être un réservoir à coupables et vivre dans le droit commun.

C'est pourquoi l'autre objectif de ce tour est d'inciter les gens à aller voter, les jeunes à s'inscrire sur les listes électorales. A Toulouse, par exemple, certains à qui je disais qu'ils ne peuvent plus rester spectateurs et laisser des candidats faire le buzz sur leur dos ont réalisé que les élections les concernent. Ils ne le pensaient pas.

Comment procédez-vous concrètement pour recueillir cette voix des habitants ?

Nous avons 300 associations partenaires, qui nous accueillent. Et c'est de « l'aller vers » : on installe nos tables et les gens s'assoient, prennent un café, discutent... Ils veulent déjà qu'on les écoute. Nous avons un questionnaire, mais avec des questions ouvertes. Ils nous parlent de difficultés de logement, de jeunes qui ont un Bac +5 mais qui sont caissières... Même sur la route, on interpelle les curieux qui viennent voir ce qu'est cette caravane. Nous irons aussi dans des quartiers de centres-villes et en zone rurale, pour voir comment leurs problématiques s'articulent avec celles des quartiers populaires. Nous sommes là, sur le terrain, pour ouvrir le champ des possibles face aux sondages téléphoniques.

En décembre, nous ferons une première synthèse, en travaillant avec des universitaires, puis nous retournerons sur la route pour finalement faire un événement à Paris, en mars, nous espérons sur la place de la République.

On verra, mais peut-être que la sécurité ne sera pas la première préoccupation des gens, comme on l'entend partout aujourd'hui.

Quelque 200 élus de banlieue se mobilisent depuis des mois pour faire entendre les besoins des quartiers populaires ; vous ne vous sentez pas représentés par eux ?

Nous n'avons pas été associés à leur mobilisation. Avec eux aussi, nous avons une certaine déception. Les élus locaux doivent plus collaborer avec ceux qui ont une expertise d'usage. Nous voulons bien prendre notre part de responsabilité si certaines actions ne fonctionnent pas, mais encore faut-il que nous soyons associés à leur mise au point. Nous ne sommes pas partisans : la preuve, notre opération est soutenue par le ministère de la Ville, comme par la Fondation Abbé Pierre.

REFERENCES

- "Nos quartiers ont de la gueule" sur le site du collectif Pas sans nous

POUR ALLER PLUS LOIN

- Gilles Leproust : « C'est tout de même curieux de focaliser la politique de la ville sur la sécurité »
- Ce que les maires de banlieue demandent aux candidats à la présidentielle
- « La banlieue fait résonner La Marseillaise au pays du Soleil Levant »